

**DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES**

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE BAR SUR LOUP

N° 8559

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

28

de votants

33

OBJET

**ETABLISSEMENT DES IMPOSITIONS
DIRECTES LOCALES – RELATIONS
ETAT/COLLECTIVITES
TERRITORIALES**

L'an deux mil seize, le vingt-quatre février, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, MARZINIAK Yannick, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, BORIES Camille, SIMON Eric, DEBORDE Élisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, DENISE Charlene, VALENTI Anaïs, FOISSAC Elodie, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

Procurations : PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, KHALDI Philippe à ETORE Christophe, VIVARELLI Philippe à SAVORNIN Richard, BENTRAD Samira à LASSOUED Bouchra, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Madame FOISSAC Elodie est désignée secrétaire de séance.

La commune de Valbonne est attributaire de l'impôt direct local taxe foncière sur les propriétés bâties.

Les bases d'imposition de cet impôt sont établies par la Direction Générale des Finances publiques.

Ces mêmes bases sont également utilisées pour l'établissement de l'impôt cotisation foncière des entreprises, substitué à l'ex-taxe professionnelle, dont la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) est attributaire.

Après réalisation d'une étude, il a été relevé par la CASA que des erreurs affectaient l'évaluation de ces bases pour certaines catégories de locaux à usage de bureaux sur le territoire des communes de Biot et de Valbonne.

D'importantes irrégularités de forme apparaissaient sur certaines de ces évaluations. Plus grave encore, des disparités injustifiables existaient pour des locaux de même type. Ainsi, les erreurs étaient telles que deux locaux identiques pouvaient se voir attribuer des valeurs locatives différentes, avec une différence allant du simple au double.

Constatant cette situation injuste et irrégulière, la CASA s'est rapprochée de l'Etat pour qu'il procède aux exactes évaluations et corrige ces anomalies.

Après une procédure engagée devant la juridiction administrative, le Tribunal administratif de Nice a jugé que les anomalies évoquées par la CASA étaient réelles (jugements des 29 mars 2013 et 19 décembre 2014).

Faisant suite à ce jugement, l'Etat, la CASA et les communes de Biot et de Valbonne se sont rapprochées en 2015 afin de mettre fin au différend existant.

Par correspondance du 22 octobre 2015 adressée à la CASA et signée de Monsieur le Directeur Général Adjoint de la Direction Générale des Finances Publiques, l'Etat a proposé une solution de règlement amiable.

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'Etat s'est engagé à procéder à une correction des bases d'imposition des locaux à usage de bureaux concernés pour les impositions directes locales 2016 et donc au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties 2016 dont la Commune est attributaire.

L'Etat a précisé que la correction aurait un effet pérenne même en l'hypothèse d'une révision générale des évaluations pour 2017.

Afin de lisser les corrections en cause, l'Etat a enfin indiqué que l'administration fiscale ne procéderait, en ce qui concerne la taxe foncière sur les propriétés bâties, à aucune émission de rôle supplémentaire sur les locaux concernés en raison des erreurs existantes au titre des années d'imposition de taxe foncière sur les propriétés bâties 2014 et 2015.

Et sur ce point, l'Etat demande à la commune de Valbonne de renoncer à toute action indemnitaire éventuelle contre lui pour n'avoir pas établi et émis des rôles complémentaires de taxe foncière sur les propriétés bâties comme précité au titre des années 2014 et 2015.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **RENONCE** à toute action indemnitaire à l'encontre de l'Etat du fait de l'absence d'émission d'impositions supplémentaires 2014 et 2015 de taxe foncière sur les propriétés bâties relatives aux locaux qui étaient en litige et portant sur les modalités d'évaluation de la valeur locative de ceux-ci ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce dossier.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 26 février 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 18 février 2016. La présente délibération a été affichée le 3 mars 2016 et sera notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 3 mars 2016

Le Sénateur-Maire,